

« Big data peut devenir Big Brother, et nous essayons de résister à cela »

Fleur Pellerin, ministre déléguée à l'économie numérique, réagit aux révélations sur la NSA

Entretien

Six mois après les premières révélations sur l'ampleur des programmes mondiaux d'espionnage de la NSA, Fleur Pellerin, la ministre déléguée chargée, notamment, de l'économie numérique, est le premier membre du gouvernement à s'exprimer sur la mise sous surveillance de la sphère numérique.

Les systèmes d'interception de données ne sont pas soumis à autorisation pour l'exportation. Est-ce normal ? Des juges enquêtent sur la société Amesys, du groupe Bull, qui a vendu un système de surveillance au régime de Mouammar Kadhafi.

Le cas de la société Amesys relève des technologies duales qui peuvent être utilisées à des fins civiles mais aussi pour faire de la surveillance massive ou permettre d'arrêter des opposants. J'avais dit en juin 2012 que je ferais en sorte que ces biens à double usage soient inscrits dans ce qu'on appelle « l'arrangement de Wassenaar », qui soumet à autorisation l'exportation de technologies duales vers les pays non démocratiques. Je trouvais normal que la France prenne une initiative pour demander à ses partenaires – il y a 41 pays dans l'accord, dont les Etats-Unis ou la Russie – que les matériels d'interception Internet soient inscrits sur cette liste. Nous mettrons en œuvre ce contrôle par un avis aux exportateurs dès le 5 décembre. La France, patrie des droits de l'homme, doit l'être aussi à l'ère numérique.

En France, une autorité administrative, la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), composée de cinq membres, est chargée du contrôle des interceptions, vous semble-t-elle armée pour cette tâche ?

Il y a sans doute un enjeu important en matière de gestion des res-

sources humaines et de moyens techniques pour ajuster les moyens de lutte contre le terrorisme, la cybercriminalité, aux évolutions actuelles.

Les politiques ne sont-ils pas en train de réaliser que le monde de la technique s'est affranchi de la tutelle politique ?

Oui, dans la mesure où la rapidité de l'évolution technologique n'a peut-être pas été bien perçue par les autorités politiques, mais il y a deux choses : la façon dont les gouvernements s'arment pour lutter contre la criminalité, et puis l'explosion du traitement des données par les sociétés privées. Ce dernier échappe parfois aux règles nécessaires, pour défendre nos valeurs fondamentales – qui sont le socle de la République et ont trait à la liberté d'expression, de communication et la protection de la vie pri-

« Toute la difficulté est de faire en sorte de sauvegarder l'équilibre entre la fin et les moyens »

vé. Il faut trouver cette ligne de crête qui n'est pas évidente à dessiner. L'enjeu majeur, pour les sociétés démocratiques, c'est le contrôle des parlementaires sur les activités de renseignement, afin de veiller à ce que cet équilibre corresponde bien au consensus social, à la norme acceptable dans notre société.

Est-ce qu'au nom de l'antiterrorisme, le monde du renseignement et les industriels n'ont-ils pas été au-delà de ce qui était autorisé ?

C'est le danger, c'est ce qu'il faut encadrer. Lorsqu'on a un bon instrument, on a tendance à l'utiliser. Toute la difficulté est de faire en sorte de sauvegarder l'équilibre entre



JULIEN DANIEL/MYOP POUR « LE MONDE »

la fin et les moyens, des moyens potentiellement infinis qu'offre la technique. Qu'on ne commence pas à ouvrir des brèches.

Qui contrôle la collecte des données par les services secrets français ?

C'est d'abord le pouvoir exécutif lui-même. Et c'est aussi la délégation parlementaire au renseignement. Ce contrôle est suffisant. **Au niveau européen, est-ce que les traités relatifs aux transferts des données personnelles ou financières vers les Etats-Unis, par « Safe Harbor » ou « Swift », ne sont pas aujourd'hui dépassés ou devenus des passoires en termes de protection ?**

Un peu des deux. La question sous-jacente est celle du traitement des données personnelles, non plus par les Etats mais par les entreprises privées. Nous avons aujourd'hui un nouveau danger, ces entreprises collectent des dizaines de milliards de données chaque jour. Potentiellement, des milliards de gens sont concernés par les programmes de surveillance de la NSA via les entreprises privées, qui sont pour l'essentiel nord-

américaines. Ce sont des entreprises qui se comportent en quasi-Etats souverains et ne reconnaissent pas la réglementation de droit commun européenne. On a affaire à de nouveaux acteurs, totalement inédits, qui sont des entreprises à vocation hégémonique. L'activité de ces entreprises doit se faire dans un cadre démocratique en respectant un standard minimal de protection de la vie privée et des données personnelles.

D'un lieu de liberté, l'Internet est-il devenu une prison ?

Ce qui peut brouiller l'analyse des gens, c'est que c'est un univers dans lequel beaucoup de choses sont gratuites, or la gratuité donne l'illusion de la liberté. Quand vous installez des applications gratuites, que vous téléchargez ou faites des recherches sur Internet, vous n'êtes pas libre. Au contraire, vous êtes un sujet et quasiment un objet. On peut croire aujourd'hui défendre la liberté en se posant en défenseur de ces grandes entreprises américaines de l'Internet alors qu'elles font tout pour vous emprisonner dans un système. C'est pour cette raison que nous pou-

sons beaucoup à mettre en place une régulation pour forcer ces acteurs en situation de position dominante à jouer le jeu de l'interopérabilité ou de la portabilité, afin de libérer les consommateurs de cette illusion de liberté que peut leur apporter la gratuité.

Les géants américains de l'Internet disent pourtant être victimes des Etats qui veulent surveiller la sphère numérique ?

Ils tentent de se parer de vertu. C'est ce qu'ils ont essayé de faire en voulant forcer l'administration américaine à publier toutes les

« Potentiellement, des milliards de gens sont concernés par la surveillance de la NSA via les entreprises privées »

requêtes [de renseignement] et en nous enjoignant, en France, via l'Association des services Internet communautaires (ASIC), de faire un moratoire sur le projet de loi de

programmation militaire [qui donne de nouveaux pouvoirs d'accès aux données d'internautes] alors qu'ils sont les premiers collecteurs mondiaux de données personnelles. On voit bien qu'ils sont dans une sorte de rôle où ils essaient de se mettre du côté des défenseurs des libertés et de tourner les principes à leur avantage. Il y a quelques années, ils faisaient la même chose avec la neutralité du Net, ce qui était déjà pour eux un moyen d'échapper à la régulation. **Vous n'avez pas l'impression de prêcher dans le désert ?**

Nous prêchons et nous évangélisons, mais pas dans le désert. Dans cinq à dix ans, il y aura 50 milliards d'objets connectés. Ils vont prendre le pouls, regarderont si vous êtes chez vous, ou combien d'électricité vous consommez, tout cela va générer des quantités de données encore plus massives, et c'est bien cette explosion-là qui fait que le *big data* peut devenir Big Brother, et c'est à cela qu'on essaie de résister. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
JACQUES FOLLOROU
ET FRANCK JOHANNES

Allemagne : consultés sur l'accord avec la CDU-CSU, les membres du SPD semblent prêts à se laisser convaincre

Les adhérents du Parti social-démocrate doivent se prononcer avant le 12 décembre

Hambourg (Allemagne)
Envoyé spécial

Sigmar Gabriel poursuit son marathon-sédution auprès des adhérents du Parti social-démocrate (SPD). Après Hofheim (Hesse), Brême, Nuremberg (Bavière) et Baunatal (Hesse), et avant Sarrebruck (Sarre), Munich (Bavière) et Osnabrück (Basse-Saxe), le président du SPD était, mardi 3 décembre, à Hambourg. Objectif : « vendre » le contrat de coalition conclu le 27 novembre avec la CDU d'Angela Merkel et la CSU bavaroise. Sigmar Gabriel veut légitimer la participation du SPD à une nouvelle grande coalition, auprès des 473 000 adhérents du parti. Sans un vote positif de ceux-ci avant le 12 décembre, le SPD ne gouvernera pas avec M^{me} Merkel.

Des éclaircissements sont sans doute nécessaires : à chaque réunion, la salle est comble. A Hambourg, ils étaient environ 900 pour écouter M. Gabriel, mais aussi pour l'interroger. Pendant trois heures, les militants lui ont posé près de trente questions. Des jeunes auraient préféré un accord avec Die Linke, le parti de la gau-

che radicale, d'autres se plaignent du projet sur la sauvegarde des données numériques. Des plus âgés trouvent que l'Europe aurait pu avoir davantage de place dans l'accord. Un Grec et deux Turcs reviennent sur un des thèmes les plus discutés : l'acquisition de la double nationalité.

Depuis le début des négociations avec la CDU, on savait que le SPD imposerait un salaire minimum à 8,50 euros de l'heure. On se doutait également qu'il chercherait à obtenir quelque chose sur les retraites, en l'occurrence le droit d'en profiter dès 63 ans si l'on a travaillé quarante-cinq ans. Mais peu imaginaient qu'il se battrait jusqu'au bout pour que les enfants nés en Allemagne de parents non originaires de l'Union européenne puissent acquérir la double nationalité. Jusqu'à présent, ceux-ci doivent choisir à 23 ans entre la nationalité allemande et celle de leurs parents. « Je suis ici depuis trente ans et je suis déçu de ne pas pouvoir devenir allemand », dit l'intervenant turc. « Je le comprends », témoigne le Grec qui, lui, a pu devenir allemand.

Durant trois heures, Sigmar

Gabriel répond à tous. La double nationalité ? « Un changement fondamental » imposé à la CDU et à la CSU. Si elle ne concerne, aujourd'hui, que les jeunes nés en Allemagne, « c'est un premier pas, j'en suis convaincu », dit-il. Gouverner avec Die Linke, « le seul parti dont certains membres ne se sont pas levés quand le président israélien Shimon Pérès s'est exprimé devant le Bundestag » ? Un parti dont l'ancien président Oskar Lafontaine souhaite « la disparition de l'euro » ? Pas question pour le moment, explique M. Gabriel, très applaudi.

« La simple raison »

S'allier avec la CDU et la CSU, ce n'est pas une « histoire d'amour », c'est « la simple raison ». Parce que les électeurs en ont décidé ainsi. Parce que le SPD est convaincu de pouvoir améliorer le sort des « petites gens ». Une expression qui revient à plusieurs reprises dans la bouche de Sigmar Gabriel. Qu'ils soient fleuriste payé à 5 euros de l'heure, retraité, mère de famille, jeune issu de l'immigration... tous ces gens qui estiment qu'il y a un « fossé » qui les sépare du SPD vont profiter de la présence de ce parti

au gouvernement. Et s'il y a des sceptiques, Sigmar Gabriel cite avec gourmandise Christian Lindner, le président du Parti libéral, qui a dénoncé « ce contrat de coalition social-démocrate ».

Les adhérents du SPD étaient initialement hostiles à une nouvelle grande coalition, la majorité d'entre eux semble avoir changé d'avis. « J'aurais préféré une coalition de gauche avec les Verts et Die Linke, mais je vais peut-être me laisser convaincre », reconnaît Hardy, la soixantaine. Son voisin, Oswald, était convaincu d'avance. « Toute autre solution serait pire pour le SPD. » Il prévoit, comme les sondages, qu'une large majorité des adhérents voteront en faveur du contrat de coalition. Les applaudissements reçus par Sigmar Gabriel, à Hambourg comme lors de ses déplacements précédents, semblent confirmer cette tendance. Avec 32 réunions organisées à travers toute l'Allemagne en dix jours, la direction du parti met en tout cas les bouchées doubles pour convaincre les adhérents et, accessoirement, faire oublier sa troisième défaite face à Angela Merkel. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Union européenne La Commission craint une montée des forces « xénophobes »

ATHÈNES. La commissaire européenne chargée des affaires intérieures, Cecilia Malmström, a exprimé, mardi 3 décembre, en visite à Athènes, sa crainte que les élections européennes de mai 2014 ne soient marquées par une progression des partis d'extrême droite, entraînant une croissance de leur influence sur les décisions du Parlement européen. La Grèce est concernée par cette montée des forces « xénophobes, racistes, fascistes », au même titre que « beaucoup de pays européens », a-t-elle observé. – (AFP.)

Palestine Les experts français écartent la thèse de l'empoisonnement dans la mort d'Arafat

PARIS. Les experts mandatés par la justice française écartent la thèse d'un empoisonnement au polonium-210 de Yasser Arafat et privilégient une mort naturelle du dirigeant palestinien, dans leur rapport qui a relancé, mardi 3 décembre, la polémique autour de ce dossier ultrasensible. A l'inverse, des experts suisses avaient indiqué, début novembre, qu'ils privilégiaient la piste de l'empoisonnement. – (AFP.)

Pandémies Le Fonds mondial recueille 12 milliards de dollars de promesses de dons

WASHINGTON. Les contributeurs réunis pour le lancement de la quatrième campagne de reconstitution du Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme ont promis de verser un total de 12 milliards de dollars (8,84 milliards d'euros) sur trois ans. Ce montant record émane de 25 pays, de la Commission européenne, de fondations privées, entreprises et organisations confessionnelles.

Afrique Un plan d'urgence pour les éléphants

GABORONE. Les principaux pays impliqués dans le commerce de l'ivoire se sont mis d'accord, mardi 3 décembre, lors d'un sommet organisé par le Botswana et l'Union internationale pour la conservation de la nature, sur un plan d'urgence pour enrayer le massacre des éléphants d'Afrique par les braconniers. Ils se sont engagés à considérer comme un « crime grave » le trafic d'espèces sauvages et à renforcer l'arsenal juridique contre les braconniers et les trafiquants. L'Afrique n'abrite plus qu'un demi-million d'éléphants, contre 1,2 million en 1980. – (AFP.)